



ASSISTANCE DÉPARTEMENTALE
POUR LES TERRITOIRES DE L'OISE

Partenaire de votre action

ADTO

36, Avenue Salvador Allende

Bâtiment A

60000 BEAUVAIS

Tél. 03 44 15 37 37 - Fax 03 44 15 37
30

accueil@adto.fr

SPL au capital de 80 000 €

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

PROGRAMME D'OPERATION

(P.O.)

Maitre de l'Ouvrage :

MAIRIE DU PLESSIS BRION

76 rue Edouard Meunier

60150 LE PLESSIS BRION

Objet du marché :

Fourniture et installation d'un système de vidéoprotection

VU & ACCEPTE,
par l'entrepreneur soussigné,
pour être joint à mon offre.

L'ENTREPRENEUR

1/ MAITRE D'OUVRAGE

Mairie du PLESSIS BRION

M DAMIEN Jean-Pierre, Maire
76 rue Edouard Meunier
60150 LE PLESSIS BRION

2/ OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'installation de la vidéoprotection de la commune du PLESSIS BRION (Oise).

3/ FORME DU MARCHE

La présente consultation est passée, dans le respect des dispositions de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 et de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016, selon une procédure adaptée librement définie par le Pouvoir Adjudicateur.

La procédure mise en œuvre est une procédure adaptée restreinte avec possibilité de négociation.

4/ DELAIS D'EXECUTION

Les prestations seront réalisées impérativement dans un délai de 3 mois maximum à réception de l'ordre de service. Le candidat se réserve le droit de proposer un délai inférieur et optimisé à celui proposé au présent CCTP.

CLAUSES TECHNIQUES

Sommaire

Article 1. OBJET - Dispositions générales.

Article 2. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET.

Article 3. PRECISION SUR LA LOCALISATION DES EQUIPEMENTS.

Article 4. DETAIL TECHNIQUE DU MARCHE.

Article 5. DISPOSITIONS FINALES.

Article 1 : OBJET – Dispositions générales.

Objet du marché :

Le marché concerne un projet d'installation du système de vidéoprotection sur la commune du PLESSIS BRION (Oise).

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes à la Loi- n° 95-73 du 21 janvier 1995, à l'Arrêté du 3 Août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection. Elles devront également être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur et à l'ensemble des textes applicables dans ce domaine.

Le prestataire trouvera une aide pour la prise en compte de ces contraintes réglementaires et plus généralement pour la mise en place du projet dans le guide méthodologique pour la vidéoprotection conçu par le Ministère de l'Intérieur et disponible sur le site www.videoprotection.gouv.fr.

Article 2 : DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET.

Le candidat devra proposer et détailler dans le mémoire technique la solution qu'il préconise pour assurer la fourniture et la mise en place d'un système de vidéoprotection sur la commune du PLESSIS BRION.

Le candidat motivera sa proposition technique et présentera les avantages du système proposé.

Prescriptions générales:

Les prescriptions générales devront respecter les indications suivantes :

- Le système proposé devra être simple et évolutif.
- La mise en place devra limiter le plus possible le recours au génie civil et utiliser au mieux la configuration des lieux. L'implantation des installations reste à l'initiative de l'entrepreneur, tout en respectant l'environnement et la configuration du réseau aérien.
- Si pour ce faire le système recours aux réseaux sans fils, des précisions devront être apportées sur les mesures de sécurité associées qui garantissent la confidentialité des données et la qualité des transmissions. L'entrepreneur devra prendre en compte l'évolution des végétaux existants sur le territoire communal pour garantir la qualité de transmission sans fil.
- Le système devra proposer une résolution de l'image permettant une bonne identification des individus et des numéros des plaques d'immatriculations des véhicules observés dans la zone de couverture du système. La correcte identification doit se réaliser sans apport de logiciel externe.
- Le système prendra en compte les problématiques d'éclairage public liées à chacune des caméras et la nécessité de disposer d'images exploitables de jour comme de nuit et dans chaque sens de circulation.

- Le système devra être discret et protégé des éventuelles tentatives de dégradations (dispositifs anti-vandale).
- Le système devra permettre le stockage des images sur 30 jours minimum avec effacement au-delà.
- Le stockage des images devra être effectué dans un format standard non propriétaire susceptible d'être relu par une visionneuse du domaine public.
- Le système pourra proposer des traitements dits « intelligents » simples, en particulier pour faciliter le contrôle automatisé du bon fonctionnement des caméras et l'affichage de l'image pertinente.
- Possibilité de consultation et de visualisation via internet à partir d'un P.C. mis en place au sein de la mairie.
- Transmission de l'ensemble des images en un point fixe (Mairie) par transmission sans fil centralisée sur baie informatique avec PC et écran fournis par le candidat. L'installation de pack enregistreur autonome est strictement interdite. Le candidat devra proposer un plan de maillage du réseau sans fil sur l'ensemble de l'installation. Il devra également, proposer sur fond de plan cadastral, les angles et distances de vues en fonction des installations envisagées pour permettre une qualité d'image réglementaire. Il est précisé que le système mis en place devra être compatible avec la possibilité de transmettre les images à un centre de supervision situé hors du territoire communal.
- La fourniture et la pose des matériels seront à la charge du candidat retenu ainsi que le câblage courant faible et courant fort des équipements proposés. Les demandes et prise en charge financière de branchements électriques seront à la charge de l'entrepreneur. Le candidat devra optimiser le positionnement des installations à partir de point d'alimentation électrique existant. Le cas échéant et en dernier recours, le candidat pourra proposer lors des auditions, l'installation de batterie Lithium se rechargeant la nuit sur le réseau d'éclairage public.
- Toute disposition sera prise par le candidat pour les éventuels travaux en hauteur.
- La fourniture et pose de panneaux d'information stipulant l'équipement sur le territoire communale d'une installation de vidéoprotection. (Installation à prévoir à chaque entrée de ville)
- L'assistance et l'établissement du dossier de demande d'autorisation Préfecture et la réalisation du dossier seront réalisés par le candidat.

Le candidat proposera tous les aspects techniques de l'installation, la marque des appareils proposés, le type de technologie utilisé, le cas échéant les caractéristiques requises par les postes informatiques des contrôleurs et des logiciels nécessaires. Equipement au moyen d'une caméra fixe, tube ou dôme, en fonction de la configuration des lieux et de la proposition du candidat lors du dialogue compétitif. La proposition intégrera au minimum le câblage vidéo, radio et électrique nécessaire au fonctionnement des matériels proposés ainsi, que les raccordements aux réseaux par une liaison hertzienne en 5.x Ghz (possibilité d'alimentation via le courant triphasé des réverbères). A défaut prévoir une alimentation par batteries lithium avec recharge en période nocturne. La solution la plus économique devra être retenue.

La personne responsable du marché pourra décider de recevoir les candidats les mieux placés dans le cadre du marché et le cas échéant pourra demander de visiter une installation identique et en fonctionnement à celle proposée dans le cadre du présent marché.

Le candidat proposera un contrat d'entretien des appareils proposés, il l'indiquera dans son mémoire technique et précisera le coût de ce service dans le bordereau des prix (maintenance préventive et maintenance curative). Le contrat d'entretien est une pièce obligatoire du marché et sera rendue contractuelle qu'à la signature du PV de réception de travaux. Le présent contrat sera sur une durée d'un an reconductible 3 fois. (soit 4 ans au total)

Prestations restant à la charge de la collectivité

La demande d'autorisation d'exploitation d'une vidéoprotection à la Préfecture sera effectuée par la commune ainsi que le suivi de subvention FIPD.

Article 3: PRECISION SUR LA LOCALISATION DES EQUIPEMENTS.

Les informations seront demandées auprès du secrétariat de la mairie :

Téléphone : 03 44 76 11 37

Télécopie : 03 44 76 61 92

Permanence de Mairie :

Lundi et Mercredi 13h30 - 17h30

Mardi et Jeudi

9h30 - 11h30 / 13h30 - 17h30

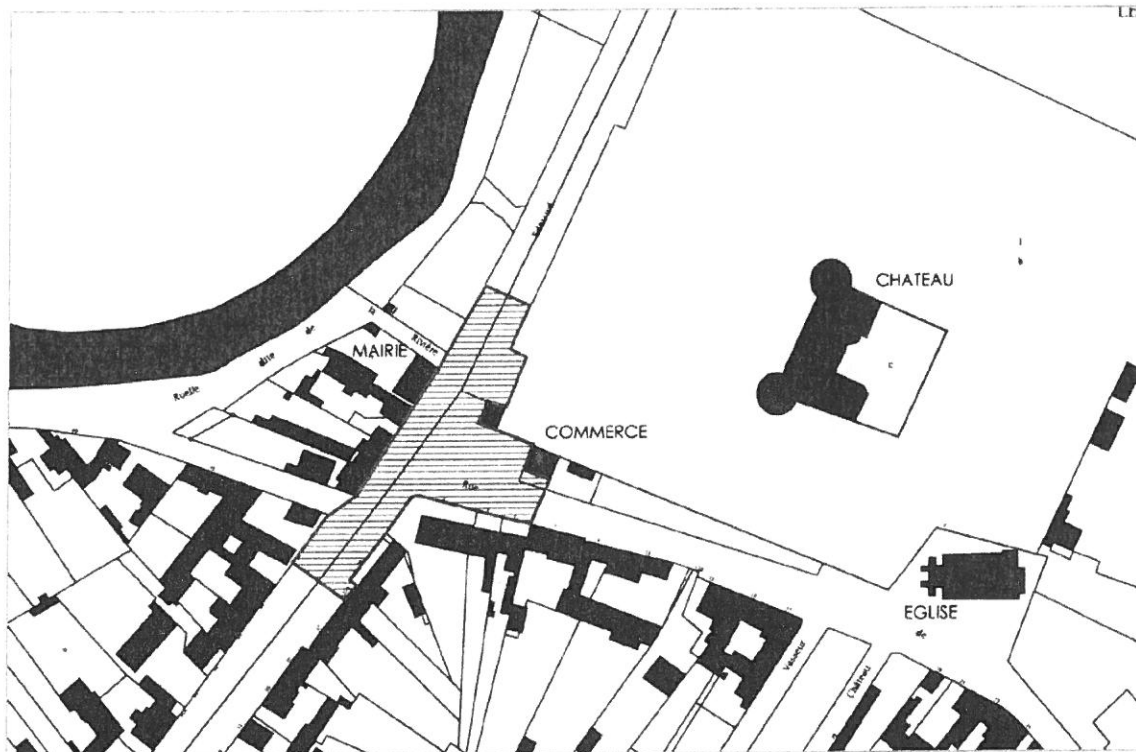
Vendredi et Samedi 9h30-11h30

Mail : mairie.lpb@wanadoo.fr

Localisation des secteurs à vidéoprotéger:

La présente installation représente un ensemble de 8 zones d'identification.

Site 1 : Mairie



La vidéo protection mise en place sur ce secteur doit permettre de surveiller :

La circulation automobile (immatriculation) ainsi que l'ambiance des lieux (identification d'individus), de jour comme de nuit, en prenant en compte la qualité de l'éclairage public, les rayons de giration et la vitesse des véhicules. Le choix du candidat dans l'implantation des installations doit prendre en compte la grande largeur de voie présente sur cet axe de circulation très fréquentée ainsi que la largeur importante du carrefour.

Site 2 : Axe RD 66 / RD 15



La vidéo protection mise en place sur ce secteur doit permettre de surveiller :

La circulation automobile (immatriculation) entrant et sortant de l'agglomération de la commune notamment sur l'axe RD 66, rue Edouard Meunier, ainsi que l'accès par la RD 15, route du Plessis Brion au croisement, de jour comme de nuit, en prenant en compte la qualité de l'éclairage public, les rayons de giration et la vitesse des véhicules.

Site 3 : Lotissement



La vidéo protection mise en place sur ce secteur doit permettre de surveiller :

La circulation automobile (immatriculation) arrivant de la rue du Montchevreuil ainsi que l'accès à la rue André Levaire, de jour comme de nuit, en prenant en compte la qualité de l'éclairage public, les rayons de giration et la vitesse des véhicules.

Site 4 : Équipement sportif



La vidéo protection mise en place sur ce secteur doit permettre de surveiller :

La circulation piétonne et les usagers aux alentours des équipements sportifs (identification d'individus), de jour comme de nuit, en prenant en compte la qualité de l'éclairage public.

Site 5 : Accès établissement scolaire et équipements publics



La vidéo protection mise en place sur ce secteur doit permettre de surveiller :

La circulation automobile (immatriculation) ainsi que la circulation des usagers aux entrées des écoles, de la salle des fêtes et de la bibliothèque (identification d'individus), de jour comme de nuit, en prenant en compte la qualité de l'éclairage public, les rayons de giration et la vitesse des véhicules. Ce secteur doit faire l'objet d'un traitement permettant de sécuriser au maximum des accès à l'école mais également aux équipements publics.

Site 6 : Rue de Choisy



La vidéo protection mise en place sur ce secteur doit permettre de surveiller :

La circulation automobile (immatriculation) rue Choisy, de jour comme de nuit, en prenant en compte la qualité de l'éclairage public, les rayons de giration et la vitesse des véhicules.

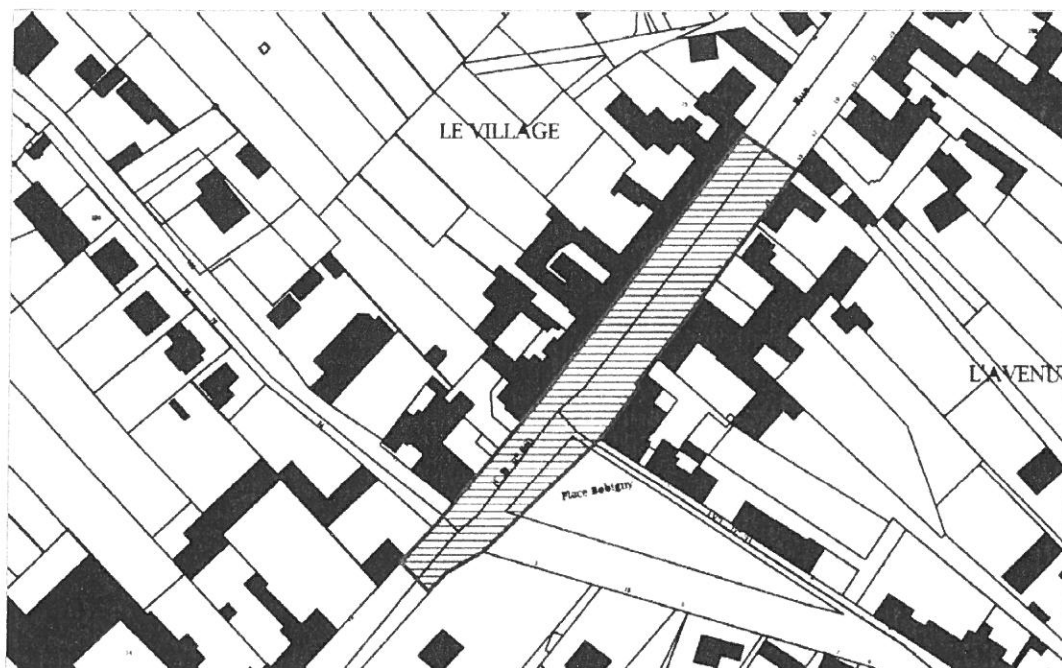
Site 7 : Sortie Sud/Ouest – Rue de Clairoux



La vidéo protection mise en place sur ce secteur doit permettre de surveiller :

La circulation automobile (immatriculation) au niveau de l'accès rue de Clairoux, de jour comme de nuit, en prenant en compte la qualité de l'éclairage public, les rayons de giration et la vitesse des véhicules.

Site 8 : Commerces / RD66



La vidéo protection mise en place sur ce secteur doit permettre de surveiller :

La circulation piétonne et automobile (identification d'individus et immatriculation dans la mesure du possible) au niveau des commerces de la commune, de jour comme de nuit, en prenant en compte la qualité de l'éclairage public et les rayons de giration. Le choix du candidat dans l'implantation des installations doit prendre en compte la possibilité de réaliser une convention avec le bailleur social.

Article 4 : DETAIL TECHNIQUE DU MARCHE

Le marché sera passé pour l'installation d'un système sur le site intégrant les équipements et les services. L'entreprise est réputée avoir pris connaissance des contraintes techniques de tous ordres imposées par l'environnement existant dans les bâtiments et sur les zones d'intervention de la commune du PLESSIS BRION et d'en avoir tenu compte dans l'établissement de son offre. Une visite des lieux sera obligatoirement organisée par la commune.

L'entreprise apportera son concours actif aux services de la commune vis-à-vis des démarches administratives auprès de tout organisme public qui serait impliqué dans le projet.

4-1 Descriptif technique :

En plus des équipements demandés, l'entreprise candidate devra fournir:

- Les logiciels de supervision et de consultation des images enregistrées.
- La fourniture et la pose du réseau d'alimentation électrique.
- Les panneaux d'entrées d'agglomération.
- La formation des utilisateurs par session de demi-journée (2 élus et 2 agents de Mairie).
- Un contrat de maintenance (chiffrage détaillé par an et par type de maintenance).

Qualité et pérennité des matériels :

Tout le matériel fourni sera neuf et présentera toutes les garanties de bon fonctionnement. Le choix sera fait en tenant compte des spécifications du présent C.C.T.P. et des conditions d'utilisation et d'environnement.

Dans le cas où les équipements constitutifs d'un ensemble installé ne proviendraient pas du même constructeur, l'entreprise serait tenue pour seule responsable d'un mauvais fonctionnement ou de toute défectuosité qui pourrait résulter d'un assemblage d'équipements mal adaptés.

L'entreprise est tenue de conserver la capacité à réparer ou remplacer par des équipements équivalents, tous les équipements fournis dans le cadre du projet, dans le cadre de leur délai de garantie à compter de la réception.

Pour démontrer la capacité des équipements à réaliser certaines fonctions, ou pour vérifier les performances des équipements, la commune se réserve le droit, avant le choix définitif de l'entreprise, de demander à celle-ci des démonstrations concrètes, sur le site, de jour comme de nuit ou sur d'autres sites déjà réalisés par l'entreprise, dans les conditions du présent projet.

Normes et règlements applicables :

L'ensemble des ouvrages devra répondre aux prescriptions des normes et règlements régissant les travaux de construction en France métropolitaine, ainsi qu'aux normes internationales relatives aux réseaux de communications. Bien noter qu'en cas de divergence entre spécifications, il sera toujours retenu la plus contraignante.

Les prestations de l'entreprise devront être conformes aux clauses de l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et de tous textes nationaux ou locaux applicable aux ouvrages de la présente opération.

Les entreprises devront entre autres, se conformer au :

- Prescriptions des services préfectoraux.
- Prescriptions du présent document suivant les règles de l'art.

Lorsque l'interprétation du présent document et des textes officiels aboutit à une contradiction, la commune du PLESSIS BRION se réserve le droit de définir la solution qu'elle jugera la plus appropriée sans modification du prix ou de délai.

Visite des sites :

Cf. règlement de consultation.

Connaissance des lieux :

L'entrepreneur devra se rendre compte sur place de l'état des lieux et des matériels présents, et des sujétions qu'il peut entraîner, des possibilités d'accès, et des travaux exécutés.

L'entrepreneur ne sera pas admis à fournir de réclamations sur ces points, et la rencontre de difficultés appréhendées dans l'offre ne modifiera pas ses obligations et n'atténuera pas ses responsabilités, qui demeurent entières dans l'exécution des travaux.

Responsabilités générale de l'entreprise :

L'entrepreneur sera responsable jusqu'à l'expiration du délai de garantie du maintien en bon état de service des installations publiques ou privées affectées par ses propres travaux. Il devra, de ce fait, faire procéder à tous travaux de réparations, réfection ou nettoyage nécessaires.

Limites de prestation :

Les soumissionnaires devront comprendre dans leur offre toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

La prestation comprend la parfaite continuité des cheminements, entre les différents points à raccorder, y compris la pénétration des bâtiments lorsque cela est nécessaire. Les chemins de câbles devront être dissimulés autant que possible quand l'architecture le permet. (ex : cache moineau, faux plafond...)

Les fourreaux éventuels ainsi posés déboucheront donc à l'intérieur, des bâtiments concernés.

4.2 Détail des prestations

4.2.1 Au titre des études :

L'entreprise aura à sa charge les études relatives aux sujets suivants :

- Les emplacements définitifs des caméras ainsi que les procédés de fixation et d'étanchéité des équipements de vidéoprotection,
- Les solutions de raccordements des divers équipements entre eux, aux réseaux de transmission et au réseau électrique extérieur S.I.C.A.E. ou au réseau des bâtiments publics en place.

Les méthodes d'intervention sur la voirie et dans les bâtiments publics. Un programme d'intervention sera établi le moment venu par l'entreprise qui précise :

- Les périodes calendaires d'intervention.
- Les moyens techniques mis en œuvre dans chaque zone d'intervention.
- Les moyens de signalisation et de sécurité prévus pour l'exécution des travaux en zone publique. Le candidat devra se prémunir de toute protection nécessaire de façon à maintenir les espaces publics en l'état. Les zones constatées dégradées suite à l'intervention de l'entreprise devront être remises en état à la charge de l'entreprise.

4.2.2 Au titre de la mise en œuvre :

Délais :

Le délai d'exécution du marché est fixé à 3 mois.

Travaux :

Les travaux seront réalisés dans les règles de l'art.

Le titulaire doit l'ensemble des prestations nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, conformément aux documents de référence, et en particulier :

- La fourniture et l'installation des caméras, y compris les supports nécessaires et adaptés à l'environnement dans lequel elles seront implantées.
- La fourniture et l'installation de toutes les interfaces de communication en fonction des solutions de transmission choisies par le soumissionnaire.

- La fourniture, l'installation et le paramétrage du réseau de communication.
- Le génie civil si nécessaire.
- La fourniture et l'installation des équipements vidéo.
- La fourniture, l'installation et le paramétrage de l'enregistreur numérique et des logiciels nécessaires à l'exploitation, accompagnés de leurs licences d'exploitation.
- L'installation de l'ensemble des logiciels et aux dispositifs de masquage, accompagnés de leurs licences d'exploitation.
- L'ensemble du câblage cuivre, optique ou toutes autres technologies.
- Le raccordement au réseau électrique pour l'alimentation des caméras à partir du point tableau le plus proche et la pose d'un disjoncteur. L'obtention des autorisations de passage si nécessaire.
- Tous les raccordements nécessaires au bon fonctionnement des matériels, y compris les raccordements électriques et la mise à la terre des équipements.
- Le raccordement et le réglage des caméras déjà en place.
- Le balisage et la signalisation adaptés et réglementaire en cas d'intervention le nécessitant sur domaine public.

L'entreprise devra réaliser l'ensemble des documents nécessaires à son intervention à proximité des réseaux lorsque la caméra est située en appui commun (convention). Il est également demandé à l'entreprise de faire l'ensemble des demandes d'occupation du domaine public durant les travaux.

La formation des utilisateurs :

Il est prévu une formation au profit du personnel et élus de la commune du PLESSIS BRION et une assistance au démarrage de l'ensemble des matériels installés et la fourniture de la documentation technique et d'exploitation relative aux différents matériels et logiciels installés, en langue française qui comprend : la fourniture des plans, notes de calcul, diagrammes, et de tous les documents relatifs à l'exécution des travaux, sur support papier et informatique.

Le candidat devra prévoir un panneau, à afficher dans le local de vidéosurveillance, permettant de résumer le contenu de la formation et des manipulations à effectuer.

Les plans sur support informatique seront au format Autocad DWG, les autres documents seront fournis au format RTF-DOC -XLS, et pouvant être modifiés et au format PDF non modifiable.

Contrat de maintenance:

Dans le contrat de maintenance, il devra être indiqué :

- La liste des interventions de maintenance à effectuer et la périodicité prévisible du remplacement des consommables (garantie totale **sur site** pièces et main d'œuvre et déplacements compris). Les matériels échangés pendant cette période devant bénéficier d'une extension de garantie de 6 mois.
- Les coordonnées de l'agence la plus proche et les noms des interlocuteurs assurant le suivi de la commune du PLESSIS BRION avec organigramme d'intervention.
- Un plan récapitulatif de l'installation sur fond de plan cadastral
- Le listing du matériel installé et leur délai de garantie respectif
- Détail des prestations intégrées de la maintenance curative
- Durée du contrat 1 an reconductible 3 fois
- Le délai d'intervention d'urgence dans le cadre de la maintenance curative
- La prestation doit comprendre deux visites préventives (1 tous les 6 mois) que le soumissionnaire devra effectuer avec le service technique de la commune du PLESSIS BRION.

Le candidat devra joindre à son offre, une proposition de contrat de maintenance des équipements installés, comprenant :

- les moyens en personnel, matériels et stock de pièces détachées qui seront mis en œuvre pour garantir de manière continue le bon fonctionnement global des installations.
- Le coût du contrat.
- La maintenance curative comprendra, en complément de la garantie, un forfait annuel qui inclut la main-d'œuvre, les frais de déplacement et de mission sur la période concernée, pour garantir un délai d'intervention de 48 h pendant les jours ouvrés. Le contrat de maintenance entrera en application dès la notification du PV de réception, pour une durée de 4 ans reconductible expressément annuellement.
- La maintenance préventive devra faire l'objet d'un prix forfaitaire annuel.

Nettoyage et remise en état :

Il devra être procédé à la remise en état et au nettoyage des locaux détériorés et/ou salis au cours des travaux. Si ces prestations ne sont pas ou sont mal réalisées la commune se réserve le droit de faire intervenir une entreprise extérieure ; le coût des travaux seraient alors déduits du montant du marché.

Garanties :

Il devra être indiqué obligatoirement la durée de la garantie des matériels proposés et l'engagement du constructeur sur leur pérennité.

4.2.3 Au titre de la fourniture:

La fourniture des matériels suivants :

- Les caméras, les optiques et les mécanismes d'orientation des caméras, et leurs protections contre le vandalisme et les intempéries (caissons anti-vandale ou verre polycarbonate teinté sur dômes permettant de ne pas distinguer l'angle de prise de vue).
- Les supports de toutes natures (*poteaux, fixations, etc..*), les borniers de raccordement au réseau de transmission, et, d'une manière générale, l'ensemble des matériels nécessaires à la réalisation des ouvrages tels que prévus dans des prescriptions fonctionnelles et techniques du présent document.

4.2.4 Au titre des essais et contrôles :

Les contrôles seront réalisés en présence du représentant de la collectivité pouvant être assisté du chargé de mission sûreté, anti-malveillance et vidéoprotection de l'A.D.T.O. de Beauvais, 36 Avenue Salvador Allende au titre de conseiller technique :

- Contrôle de la solidité des fixations.
- Contrôle de la qualité des images, de jour comme de nuit, et, pour les dômes, de leur stabilité en grossissement maximum.
- Contrôle d'aspect et d'intégration dans l'environnement,
- Contrôle de l'inviolabilité des câbles et des coffrets techniques disposés à l'extérieur.
- Contrôle des zones de vision, y compris des protections de la vie privée.
- Contrôle opérationnel des mécanismes (*zoom, varifocale*)
- Contrôle opérationnel des éventuels détecteurs de mouvement.
- Contrôle de la qualité des enregistrements (*Cf. arrêté du 03/08/2007*).
- Mesure de la vitesse angulaire des caméras et de la vitesse d'évolution des zooms.
- Mesure des temps de réaction des organes éventuellement télécommandés.

4.2.5 Au titre de la documentation :

La réception sera prononcée après exécution des contrôles prévus et la fourniture par l'entreprise d'un dossier complet en langue française, comprenant entre autres :

- Mesure des temps de réaction des organes éventuellement télécommandés.
- La nomenclature de tous les équipements mis en œuvre avec les notices techniques.
- Les plans de câblage et de raccordement, et le détail des liens informatiques

- Les schémas fonctionnels, synoptiques, et plan des ouvrages tels qu'exécutés.
- Les notices de maintenance et d'exploitation.
- Les procès-verbaux de tous les contrôles effectués par l'entreprise.

Le contrôle de l'ensemble de ces paramètres sera soumis à un cadre de réception selon le bordereau type émis par l'Assistant Conseil. La réception de travaux sera prononcée qu'à partir de la validation totale du cadre de réception par l'Assistant Conseil et le Maître d'Ouvrage.

4.3 Capacités d'évolution :

Le système devra être évolutif.

Le soumissionnaire tiendra compte précisément des capacités d'évolution du système qu'il propose, ceci en tant qu'adaptation technique et/ou logicielle en fonction entre autres de l'évolution de la réglementation relative à la vidéoprotection. (inter-opérable, même avec les produits d'autres constructeurs car Il s'agit là d'une solution pérenne et économique pour le maître d'ouvrage). **L'installation prévue dans l'offre de base devra prévoir la possibilité d'intégrer deux caméras supplémentaires minimum sans nécessité de modifier la capacité de stockage des données.**

Il aura en obligation de mettre à disposition les nouvelles versions ou évolutions des logiciels qu'il aura installés durant toute la durée du contrat. Il devra également fournir des processeurs correspondant à la puissance d'exploitation nécessaire aux nouvelles versions et évolution des logiciels. Le couplage des caméras ou commutateurs avec des systèmes annexes de type radar, infrarouge, alarme etc....

4.4 Assistance technique :

Le titulaire assurera une assistance technique durant toute la durée du contrat comprenant :

- Le complément de formation du personnel.
- La mise au point et l'adaptation fonctionnelle du personnel.
- La programmation et le paramétrage.

4.5 Paramétrage du dispositif :

Le titulaire devra la totalité des paramétrages nécessaires à l'exploitation du dispositif. Il devra indiquer à la commune du PLESSIS BRION, pour approbation, les dispositions qu'il entend mettre en œuvre. La commune se réserve le droit de lui demander de les adapter suivant ses desideratas, cette adaptation sera à la charge du titulaire.

Ces paramétrages porteront indifféremment sur l'ensemble des équipements techniques contenus dans ce marché qui devra être considéré comme un ensemble indivisible livré « clef en main ».

4.6 Pièces de rechanges :

Le titulaire garantit à la commune du PLESSIS BRION l'approvisionnement de tous les éléments de matériel nécessaires à l'entretien et à la maintenance du dispositif pendant toute la durée de l'installation et s'engage à remplacer l'ensemble du matériel pour lequel l'approvisionnement ne serait plus possible.

4.7 Prescriptions techniques :

Indépendamment des prescriptions aux normes françaises auxquelles devront être conformes les différents matériels proposés. Le matériel devra également être :

Conforme aux caractéristiques techniques du C.C.T.P.

Robuste : La durée de vie, en tenant compte des contraintes d'exploitation, devra être indiquée au Maître d'ouvrage, et sera d'un entretien aisé (sécurité, facilité d'accès, interchangeabilité des pièces).

Les caméras sont réglées, équipées et connectées au système de visualisation et, le cas échéant, au système de stockage, de façon que les images restituées lors de la visualisation en temps réel ou en temps différé permettent de répondre aux finalités pour lesquelles le système de vidéoprotection a été autorisé et soit en tout cas dans les normes techniques prévues à l'arrêté du 03.08.2007.

Les caméras présenteront les caractéristiques techniques adaptées aux conditions d'illumination du lieu vidéo protégé. Elles seront équipées d'un objectif varifocal afin de pouvoir varier l'angle et cadrer ainsi correctement la zone.

Les réseaux sur lesquels transitent les flux vidéo offrent une bande passante compatible avec les débits nécessaires à la transmission d'images de qualité suffisante pour répondre aux finalités pour lesquelles le système de vidéoprotection a été autorisé et soit en tout cas dans les normes techniques prévues à l'arrêté du 03.08.2007.

Les réseaux sur lesquels transitent les flux vidéo prennent en compte la sécurité de ces derniers, garantissant leur disponibilité, leur confidentialité et leur intégrité. Ceci devra en particulier être précisé dans le cas de l'usage de réseaux sans fils (Wifi, WiMesh...)

Les caméras :

Les dômes fixes ou tubes seront construits autour d'une caméra haute résolution HD ou full HD couleur avec passage automatique en noir et blanc haute sensibilité la nuit et vision I.R à au moins 100 mètres capteurs à balayage progressif. Elles devront être antivandales IK10, protection anti-UV et seront obligatoirement classées **I.P 66** et résisteront à des températures de - 35° à + 50°. La résolution minimale doit être d'au moins 2 M mégapixels (1920 x 1080 pixels) de manière à ce que les objectifs puissent englober des zones larges sans laisser échapper le moindre détail.

Caméra couleur jour nuit

- Sensibilité de 0,8 à 0,5 (jour) et 0,005 à 0 (nuit)
- 25 images par secondes assurées en 4CIF
- Contrejour, éblouissement phares des véhicules ou soleil
- masquage dynamique des zones privées

Enregistreur numérique :

L'enregistreur numérique devra pouvoir utiliser les trois codecs H264, MPEG 4 et JPEG. Il assurera l'enregistrement des images issues des caméras à installer. Ils pourront être reliés au réseau Ethernet via ADSL et pourront être consultées à distance à partir du poste relié à ce réseau (enregistrement en 704x576 pixels au minimum)

L'accès aux données et aux paramétrages sera hiérarchisé et protégé par des mots de passe individuels. Une traçabilité des accès sera réalisée à partir d'un fichier.

Les flux vidéo pourront être exportés sans dégradation de la qualité. La qualité des images restituées devront permettre soit l'identification d'une personne, soit d'un véhicule. La capacité de stockage devra être calculée pour les caméras mises en place et celles qui seront installées ultérieurement (enregistrement sur 30 jours au moins).

Un journal électronique des exportations, comportant les informations citées à l'alinéa précédent, est généré automatiquement. Le système d'enregistrement reste en fonctionnement lors de ces opérations de copie des images pour les services de police ou de gendarmerie.

Le support physique d'exportation est un support numérique non réinscriptible et à accès direct, compatible avec le volume de données à exporter. Dans le cas de volumes importants de données à exporter, des disques durs utilisant une connectique standard pourront être utilisés. Pour des systèmes numériques de vidéoprotection, un logiciel permettant l'exploitation des images est fourni sur support numérique, disjoint du support des données.

Le système de stockage utilisé est associé à un journal qui conserve la trace de l'ensemble des actions effectuées sur les flux vidéo, ce journal est généré automatiquement sous forme électronique.

Le logiciel doit permettre :

- La lecture des flux vidéo sans dégradation de la qualité de l'image **nette et fluide**
- La lecture des flux vidéo en accéléré en arrière, au ralenti, recherche par aperçu vue d'ensemble sur 24 heures. Possibilité de segments de 10 minutes à une minute, recherche intelligente et indexée.
- La lecture image par image des flux vidéo, l'arrêt sur image, la sauvegarde d'une image et d'une séquence, dans un format standard sans perte d'information ;
- L'affichage sur l'écran de l'identifiant de la caméra, de la date et de l'heure de l'enregistrement ;

- La recherche par caméra, date et heure.
- Alarmes visuelles personnalisées dans la gestion des plans.
- Alarme perte de signal vidéo.
- Prise en charge de plusieurs moniteurs éventuels.
- Connexion à plusieurs enregistreurs éventuels
- Recherche d'image en fonction des critères de recherche suivant : capteur, mouvement, perte de signal vidéo, alarme.

Ce système devra être évolutif pour permettre l'ajout éventuel de caméras dans le futur. Le coût de cette évolution devra transparaître en annexe dans le devis (licences, main d'œuvre,....).

L'entreprise doit proposer au minimum une installation répondant aux prescriptions techniques du cahier des charges.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINALES

La commune se réserve le droit de ne pas donner suite au marché si elle n'obtient pas les autorisations adéquates ou la subvention du Fond Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D).

LE PRESTATAIRE S'ENGAGE A FAIRE UNE ETUDE DE FAISABILITE, CE DERNIER AYANT UNE OBLIGATION DE RESULTAT.

Concernant la certification de l'entreprise : la **NF APSAD R82** « certifications de service d'installation et de maintenance des systèmes de vidéosurveillance » est souhaitée. Un certificat devra être adressé au maître d'ouvrage.

Le candidat est réputé avoir pris connaissance des contraintes techniques de tous ordres imposées par l'environnement existant sur les zones d'intervention et d'en avoir tenu compte dans l'établissement de son offre.

Le candidat apportera un concours actif aux services de la commune du PLESSIS BRION vis-à-vis des démarches administratives auprès de tout organisme public en lien avec notre dossier.

A LE PLESSIS BRION, le

Signature du candidat et tampon

